CONVENTION POUR UNE CAMPAGNE DE MESURE DE LA QUALITE DE L'AIR A SEPTEMES-LES- VALLONS-LES-VALLONS

Entre,

La Ville de Septèmes-les-Vallons-les-Vallons, ci-après dénommée "**Septèmes-les-Vallons**", représentée par son Maire,

Et,

La communauté urbaine "Marseille Provence Métropole", ci-après dénommée "**MPM**", représentée par son Président,

Et,

L'Association AIR Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Air PACA) agréée pour la surveillance de la qualité de l'air, ci-après désignée "**Air PACA**", dûment représentée par son Président en exercice,

Vu l'arrêté du Ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement portant agrément de l'association Air Provence Alpes Côte d'Azur au titre d'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en date du 9 mars 2012,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Vu la directive 2004/107/CE du 15 décembre 2004 concernant l'arsenic, le cadmium, le mercure, le nickel et les hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant ;

Vu la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe ;

Vu la décision de la Commission du 28 novembre 2005 concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2, du traité CE aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ;

Vu la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au comité des régions, réforme des règles de l'UE en matière d'aides d'État applicables aux services d'intérêt économique général, notamment son point 2 ;

Vu le code de l'environnement et notamment son livre II-titre II, traitant de l'air et de l'atmosphère.

Vu les circulaires du Premier Ministre du 24 décembre 2002 relative aux subventions de l'État aux associations, du 16 janvier 2007 relative aux subventions de l'État aux associations et aux conventions pluriannuelles d'objectifs et du 18 janvier 2010 relative aux

relations entre les pouvoirs publics et les associations : conventions d'objectifs et simplification des démarches relatives aux procédures d'agrément ;

L'Association agréée au titre de l'article L.221-3 du Code de l'Environnement a pour mission de participer à la politique de surveillance, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre les pollutions atmosphériques du sud-est.

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, l'action décrite ci-après.

L'action proposée par Air PACA relève de l'intérêt général et s'inscrit dans le cadre de son agrément.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Contexte :

L'Association est en charge de la surveillance de la pollution atmosphérique de l'agglomération marseillaise, basée sur les orientations du programme réglementaire de surveillance local de la Qualité de l'Air, à savoir le Programme de Surveillance de la Qualité de l'Air de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PSQA PACA).

Le suivi de la surveillance réglementaire, objet du PSQA, est inclus dans le cadre d'une convention annuelle entre MPM et Airpaca.

En complément de la surveillance réglementaire, dont les points de prélèvements, le nombre et les substances analysées sont fixés au PSQA, Airpaca peut conduire des campagnes spécifiques de qualité de l'air afin d'affiner les connaissances sur un territoire donné.

En réponse à des nuisances locales, propres à ses communes membres, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole souhaite participer au financement de campagnes localisées, qui devront faire l'objet de conventions spécifiques.

Pour ce qui concerne la commune de Septèmes-les-Vallons des nuisances de qualité d'air, notamment olfactives, ont été rapportées au Maire par la population riveraine de trois quartiers, à savoir Les Peyrards, Les Mayans et La Rougère en lien avec une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) située à proximité.

Dans le cadre de ses missions d'observatoire de la qualité de l'air, Airpaca propose de réaliser une étude de la qualité de l'air sur la commune de Septèmes en regard de la problématique industrielle liée à ISDND.

Cette étude consiste à mettre en place une surveillance de la qualité de l'air au niveau de la commune Septèmes-les-Vallons-les-Vallons, notamment en regard de la pollution d'origine industrielle issue de l'ISDND, se traduisant par une campagne de mesures des polluants accompagnée d'une campagne de surveillance des nuisances olfactives, réalisée selon le protocole SRO PACA (Surveillance Régionale des Odeurs).

Cette action s'inscrit dans le cadre des missions générales de surveillance de la qualité de l'air et d'information de l'Association, et notamment s'inscrit dans les activités/thématiques suivantes : - surveillance ; - information et sensibilisation ; - Aide à la décision/Plans et Programmes.

Protocole technique :

La phase de **surveillance des odeurs** est lancée, en lien avec la mairie depuis l'été 2015. Durant cette première étape, un groupe de « nez bénévoles » doit être recruté et formé à la reconnaissance des odeurs spécifiques au site. Selon le protocole de la SRO PACA (Surveillance Régionale des Odeurs), la campagne de surveillance des odeurs sera menée sur une année.

La réalisation de la campagne odeurs est liée à l'engagement et au recrutement de nez bénévoles en nombre suffisant sur la commune (> 15 personnes).

Début 2016, le deuxième volet lancera une **série de mesures de qualité** de l'air qui va accompagner la démarche odeurs. Cet échantillonnage portera sur les polluants potentiellement émis par l'ISDND (H₂S, NH₃, Benzène, 1,2-dichloroéthane).

Les équipements techniques correspondent à des échantillonneurs (tubes à diffusion passive) pour les différents polluants. Ces « tubes » sont exposés durant 1 semaine puis analysés.

Planification : la campagne portera sur les 4 polluants ci-dessus, selon 8 points de prélèvements, sur quatre saisons (avec 2 prélèvements hebdomadaires consécutifs par saison).

Stratégie d'échantillonnage : 1 point de mesure témoin et 7 points de mesures positionnés dans l'environnement de la commune sur des sites d'intérêt : sous les vents de l'ISDND, sites potentiellement odorants, centre du village où la population est la plus dense, ..., et 1 point le plus proche de l'installation (point source).

La pertinence scientifique du positionnement de ces points sera déterminée par AIR PACA.

Le protocole d'échantillonnage pourra être ajusté en fonction des contraintes de terrain.

L'impact sur l'environnement urbain pourra être évalué avec l'objectif de quantifier les concentrations en polluants dans les secteurs habités, et de vérifier la conformité à la réglementation lorsque les polluants sont normés.

Restitution des résultats et communication publique :

Airpaca rédigera un rapport, à destination des co-financeurs, regroupant la méthodologie et l'ensemble des résultats de la campagne à la fin de l'exploitation de tous les prélèvements.

AIR PACA participera à des réunions de présentation ou de restitution des campagnes, et notamment à des réunions publiques.

Celles-ci rassembleront l'ensemble des acteurs concernés (associations de riverains, CIQ, services de l'Etat, industriel exploitant l'ISDND,...).

Les dates et lieux de ces réunions seront choisis d'un commun accord entre Septèmes, MPM et Airpaca.

ARTICLE 2 – MODALITES DE FINANCEMENT ET COFINANCEURS

A compter de la notification de la présente convention, MPM versera en une seule fois à l'Association une subvention de **10 608 euros** ; la Ville de Septèmes-les-Vallons versera **4 992 euros**. L'aide des collectivités sera versée au compte de l'Association sur appel de fonds de cette dernière.

BANQUE **GUICHET** **COMPTE** **CLE** **DOMICILIATION**
14 607 **00065** **76013308427** **87** **BPPC MRS-PRADO**

L'accompagnement d'Air PACA pour la surveillance de la qualité de l'air sur Septèmes-les-Vallons nécessite les moyens financiers et la répartition suivants :

Cette étude particulière, d'un montant de 31 200 €, entre dans la ligne de l'action d'intérêt général d'Air PACA. A ce titre Air PACA assume 50 % des dépenses, soit 15 600 €. Il est proposé que MPM prenne en charge 34 % du coût de la campagne, soit 10 608 €, et la Ville de Septèmes-les-Vallons, 16 %, soit 4 992 €; cela dans le cadre d'une convention spécifique tripartite partenariale (Septèmes-les-Vallons-les-Vallons, Air PACA, MPM).

Répartition et ventilation des financements

Description	Financement Air PACA 50 % (15 600 €)	Financement MPM 34 % (10 608 €)	Financement Septèmes-les-Vallons 16 % (4 992 €)
Campagne odeurs			
Concertation, formation, traitement des données et bilans	5 200 €		
Gestion des campagnes, contacts nez, saisie des données	2 400 €		
Communication et logistique des campagnes	1 000 €		
Total coût campagne annuelle odeurs			
Campagne de mesures			
1,2-DCE *		3 114 €	1 466 €
H2S *		3 448 €	1 614 €
BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylènes) *		2 788 €	1 312 €
NH3 *		1 258 €	600 €
Unité d'œuvre	7 000 €		
Total coût campagne de mesures			
Coût total des deux campagnes	15 600	10 608	4 992
TOTAL GENERAL	31 200		

(*) Pour chaque polluant 64 moyens d'échantillonnages sur 8 sites différents seront déployés

ARTICLE 3 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée de 18 mois à compter de sa notification sauf dénonciation expresse trois mois à l'avance par l'une des parties à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette durée de convention permettra de couvrir l'ensemble de la démarche (campagne odeurs, campagne de mesures).

La convention prendra fin après restitution des résultats et de la synthèse de la campagne aux financeurs et plus particulièrement aux élus de la commune.

ARTICLE 4 – JUSTIFICATIFS

AIR PACA s'engage à fournir dans un délai de 6 mois après la clôture de l'exercice, les documents, ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire.

Documents signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes
- Le rapport d'activité.

AIR PACA s'engage à rendre public un rapport d'étude qui intégrera les résultats de mesures et de la campagne odeurs.

ARTICLE 5 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de force majeure, ou de non-respect par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit sans indemnité ou dédommagement, par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Elle sera également résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association et au cas où son activité soit inexistante du fait de la carence de ses membres. Dans ce dernier cas, la subvention sera restituée.

ARTICLE 6 -UTILISATION ET DIFFUSION DES RESULTATS

La présente mission d'études rentre dans le caractère d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air PACA. En conséquence, les financeurs de la mission ne bénéficient pas exclusivement de l'information et n'en sont pas propriétaires. Le destinataire des informations est aussi le public. Ces informations seront diffusées selon des modalités variées (bulletins, internet...) et sur simple demande auprès d'Air PACA..

En revanche, il est clairement établi qu'Air PACA est tenu à une obligation de discrétion et de secret professionnel sur toute autre information qui ne rentre pas dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air, dont elle aurait eu connaissance au cours de l'accomplissement de cette mission.

ARTICLE 7 – LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Marseille sera compétent.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association AIRPACA	Pour la Ville de Septèmes-les-Vallons- les-Vallons	Pour la communauté urbaine Marseille Provence Métropole
Le Président,	Le Maire,	Le Président,
Pierre-Charles MARIA	André MOLINO	Guy TEISSIER